



Il ne faut pas s'attendre à un afflux massif de populations subsahariennes

Le sociologue et anthropologue FRANÇOIS HERAN a dirigé l'Institut national des études démographiques (Ined) durant dix ans, de 1999 à 2009. Professeur à la chaire « Migrations et sociétés » au Collège de France depuis 2017, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'immigration, comme *Parlons de l'immigration en 30 questions* et *Avec l'immigration: Mesurer, débattre, agir*.

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCALE DESCLOS. PHOTOS: OLIVIER ROLLER

L'afflux de migrants en Europe ou aux États-Unis nourrit plus que jamais le débat. Pourtant, François Héran rappelle que les vagues migratoires ont déjà existé et qu'il n'est pas plus difficile aujourd'hui qu'hier d'intégrer des étrangers.

Cahiers de Science & Vie: L'afflux de réfugiés que connaît actuellement l'Europe est-il exceptionnel dans l'histoire?

François Heran: Aggravée par la guerre civile en Syrie et le chaos généré au Proche-Orient, la vague migratoire qui touche notre continent a surpris les observateurs par son ampleur et sa rapidité, bien que l'alerte ait été donnée en amont. En trois ans, de 2015 à 2017, près de 3,4 millions de réfugiés ont déposé une demande d'asile auprès d'un des pays de l'Union européenne, ce qui représente une augmentation de 0,6 % de sa population totale [510 millions d'habitants, ndlr]. On peut donc bien parler de crise migratoire, même si la moitié seulement des demandeurs ont obtenu une réponse positive. Mais aussi exceptionnelle soit-il, cet afflux de réfugiés n'est pas le premier qu'affronte l'Europe. À la fin du XX^e siècle, la guerre du Kosovo, la chute du mur de Berlin, la crise économique en Équateur avaient déjà entraîné l'arrivée massive de populations en Allemagne et en Espagne. La France avait aussi ouvert ses portes aux boat people fuyant le Vietnam dans les années 1980, aux rapatriés d'Algérie en 1962, aux réfugiés de la guerre d'Espagne dans les années 1930...

CSV: Les États-Unis connaissent aussi une situation migratoire tendue, avec l'arrivée de caravanes de migrants sud-américains. Serrer la vis et ériger un mur peut-il être une réponse efficace?

F. H.: Chaque année, les États-Unis accueillent environ un million de nouveaux arrivants, soit une augmentation de 0,3 % de sa population totale [331 millions d'habitants, ndlr]. Les critères sont déjà drastiques: l'administration accepte 25 000 personnes maximum par pays, quelle que soit la taille du pays, et aux deux tiers pour des motifs de regroupement familial. Près de 4 millions de personnes dans le monde attendent ainsi que leur dossier soit validé. Les Mexicains forment la moitié de cette file d'attente, bien que le nombre d'aspirants ait diminué depuis la crise des subprimes, en 2008. À cela viennent s'ajouter les demandeurs d'asile, principalement originaires de Cuba, et dans des proportions moindres du Salvador, du Honduras, du Venezuela. Certaines personnes patientent dans leur pays, mais beaucoup d'autres sont sur place. Selon les estimations, il y aurait quelque 11 millions de clandestins aux États-Unis. Il y a là un paradoxe: en distribuant les papiers au compte-gouttes, l'État américain augmente le nombre de « sans-papiers » sur son territoire. Et le mur dont rêve le président Trump à la frontière du Mexique n'y changera rien, puisque beaucoup de gens sont déjà bloqués à l'intérieur du pays. La politique de quotas du Canada, basée sur des

critères tels que les diplômes supérieurs, l'âge moyen ou la maîtrise de la langue, paraît plus efficace. Alors que le pays est presque dix fois moins peuplé que les États-Unis, il parvient en effet à intégrer 300 000 personnes par an.

CSV: L'Europe, elle, a le regard tourné vers l'Afrique. Avons-nous des raisons de supposer que l'« excédent démographique » que connaît ce continent va forcément migrer vers l'Occident?

F. H.: Le taux de fécondité est actuellement de 2,4 enfants par femme dans le monde, contre 4,5 enfants par femme en Afrique, avec de grandes différences selon les régions de ce continent. Les pays du Maghreb, par exemple, présentent des statistiques équivalentes à la moyenne mondiale. Les pays de l'Afrique subsaharienne, en revanche, battent les records de fécondité, avec des taux supérieurs à 6, voire 7 enfants par femme au Niger, en Somalie, en République du Congo, au Mali ou au Tchad. La permanence de la polygamie et des structures sociales, profondément ancrées dans ces pays, n'annonce pas de changement majeur dans les décennies à venir. Les projections démographiques des Nations unies indiquent ainsi que la population de l'Afrique subsaharienne sera multipliée par deux en 2050, alors qu'elle stagnera globalement dans le reste du monde. Faut-il pour autant s'attendre à une migration massive de ces populations vers l'Occident dans les années à venir? Non. À l'encontre des idées reçues, les statistiques révèlent que ce sont les habitants des pays de niveau intermédiaire qui migrent vers les pays riches, pour la simple raison qu'ils en ont les moyens. Les Maghrébins optent ainsi pour la France, les Mexicains pour les États-Unis. Les populations les plus fécondes et les plus pauvres, elles, migrent au plus près, vers les pays voisins. Il y a par exemple 1,5 million de Burkinabais en Côte d'Ivoire. En d'autres termes, la sous-fécondité n'attire pas la sur-fécondité.

CSV: Au vu des crispations actuelles, l'Union européenne peut-elle toujours être considérée comme une terre d'accueil?

F. H.: Prise dans son ensemble, l'Europe reste un grand continent d'immigration. Elle accueille aujourd'hui plus de monde que les États-Unis, où le flux mexicain s'est tari. Mais la crise actuelle révèle une grande disparité entre les pays de l'Union. Si, plutôt que des chiffres absolus, on retient les protections accordées aux demandeurs d'asile en proportion de la population de chaque pays, les pays d'Europe du Nord, mais aussi les îles-États de Chypre et Malte, sont les plus accueillants depuis 2015. L'Allemagne, en parti-



L'Europe n'aurait pas pu se relever de ses guerres sans l'aide des migrants

culier, a pris en charge 52 % des dossiers, principalement syriens. Loin derrière, avec 25 % des réponses positives, la France a principalement régularisé des migrants issus de la Corne de l'Afrique et du Soudan, déchirée par les guerres civiles. Alors que la situation s'apaise en Allemagne, notre pays doit d'ailleurs faire face à une seconde vague, celle des demandeurs d'asile qui ont été déboutés chez nos voisins. Et malgré la mise en place du « guichet unique » dans les préfectures pour les réfugiés, notre pays est lent à réagir: les temps d'attente s'allongent, les logements sociaux manquent, l'improvisation règne. D'autres États européens restent fermés. Le Portugal et l'Espagne, pays récents d'immigration, arguent de leurs infrastructures peu développées. Les anciens pays communistes, tels la Hongrie et la Pologne, de leur absence de passé colonial. Le discours identitaire et religieux contre l'islam y fait aussi florès.

CSV: Pourquoi cette question des migrants cristallise-t-elle autant les débats aujourd'hui, jusqu'à empoisonner toutes les élections en Europe ?

F. H.: Certains points de concentration frappent les imaginaires: les gares, les ports, les quartiers à forte concentration ethnique, les périphéries urbaines où ont été renvoyés les plus pauvres après la gentrification des centres-villes. À cela s'ajoute la part croissante des Africains et des Arabomusulmans parmi les immigrés. En France, elle est passée de 20 % en 1975 à 43 % aujourd'hui. L'opinion publique est sensible à ces signaux, qui nourrissent la peur du « grand remplacement ». Pour prendre leurs distances, certains brandissent leurs racines romaines et chrétiennes. Mais faut-il le rappeler? Le christianisme est une religion orientale qui a réussi son importation en Occident. Ce rappel du passé semble plutôt une réaction au spectacle de religions plus vivantes, l'islam en particulier, et n'a guère de sens dans un monde fait d'échanges permanents. C'est particulièrement vrai en France, État bien plus laïcisé que

les États-Unis ou le reste de l'Europe. Selon une enquête récente, seul un Français sur cinq accorde une importance à la religion dans sa vie quotidienne. Au Maghreb comme aux États-Unis, la proportion monte à la moitié des personnes interrogées. Craignant de devoir accueillir « toute la misère du monde », certains remettent aussi en question les droits des immigrés, qui leur sont insupportables. La droite ultra aiguisé le débat politique. Mais les États ne peuvent pas modifier par des élections le droit, ni les conventions auxquels ils ont adhéré!

CSV: L'Occident se présente justement comme à l'origine des droits de l'homme et du respect de certaines valeurs universelles. Pourquoi avons-nous tant de mal à les faire nous-mêmes prévaloir en matière d'immigration ?

F. H.: Depuis 1951, la Convention de Genève, aujourd'hui ratifiée par 146 pays, définit les bases du droit d'asile pour les exilés fuyant leur pays et établit la distinction entre les réfugiés politiques et les migrants économiques. Mais l'exemple récent du Venezuela le prouve: une personne peut fuir son pays à la fois pour des raisons politiques et économiques. Le Haut Commissariat aux réfugiés, les associations humanitaires elles-mêmes reconnaissent qu'on a souvent affaire à des migrations mixtes. D'autres raisons parfaitement valables, comme le désir d'émancipation des femmes, peuvent d'ailleurs pousser les gens hors de leur pays de naissance. Le problème, c'est que si on rend poreuse la frontière entre les motifs de départ, on fait perdre son sens à la Convention de Genève. Or, plus que jamais, ses principes ont besoin d'être défendus aujourd'hui.

CSV: Quand on fait le bilan sur près de deux millénaires, en quoi les nombreuses migrations qu'a connues l'Occident ont-elles été une force ?

F. H.: Il ne faut pas l'oublier: la Gaule était un rassemblement de peuples celtes romanisés, auxquels sont venus s'ajouter les Grecs, puis les Goths. La langue française n'est d'ailleurs qu'un créole à base latine transformé par le francique. Durant des siècles, les royaumes d'Occident ont expulsé les minorités religieuses, les Juifs au Moyen Âge, les Huguenots au XVI^e siècle, mais la culture européenne ne se serait pas développée sans l'apport des Juifs ou des protestants. Les grandes villes portuaires se sont enrichies par la traite des esclaves africains. Nombre d'étrangers ont bataillé aux côtés de nos ancêtres sous Napoléon ou durant les guerres mondiales. L'Europe n'aurait pas pu se relever de ces guerres ni s'industrialiser sans l'aide des migrants polonais, algériens, marocains, portugais, subsahariens. Pour s'émanciper de cette longue histoire, nos États ont construit un droit complexe, qui mêle le droit du sol et le droit du sang. Cela n'a pas été facile, ce fut un chemin long et douloureux. Mais le travail historique non édulcoré, tout comme les études démographiques nous l'enseignent: l'apport des minorités étrangères a été considérable en Occident. Et l'idée que c'est plus difficile d'intégrer des étrangers aujourd'hui qu'hier est simplement fausse.